

[Texte]

this side of the House who are going to give our Minister a great deal of support when it comes to foreign aid; I thought he should be aware of that.

Mr. MacLaren: No television here, so I can . . .

Mr. Reimer: I would like to ask three questions. First . . .

The Chairman: Order, please.

Mr. Reimer: In the Minister's opening statement to this Committee in our first meeting, the Minister mentioned the very welcome desire to open and enlarge the discussion of foreign policy in the Parliament and also in the country at large.

In the nineteen forties and in the nineteen fifties the debate on issues in foreign policy in Canada attracted and involved many of our young people in our universities; foreign policy was debated in the media and in society at large. I think foreign policy in those years fulfilled a very real need to challenge much of the idealism for our young and greatly increase the knowledge of international affairs in Canada.

My question is, could the Minister please give us her view why we as a country lost interest in foreign affairs over the past almost 20 years. I personally think this is a very serious loss for a generation of our people. Secondly, how does the Minister hope to raise the profile and the discussion of the issues of foreign policy.

My second question deals with the position taken by the Soviet Union, in which they have said that those people who have left the Soviet Union and East European countries, but who were born there, are still citizens of the Soviet Union and East Europe. So these people who have left the Soviet Union and East European countries are still considered by the Soviet Union to be citizens of the Soviet Union; that even includes the children born here in Canada, even though those people are now citizens of Canada.

My question would be, because some Canadian citizens who come from those countries are fearful about this position taken by the Soviet Union, could the Minister allay these fears and tell us that these people need not fear, and that they are free to travel, say, to the Soviet Union or East European countries.

My last question deals with the Helsinki Final Act of 1975. It is my understanding that the act was to improve the climate; in other words, to promote dialogue and a freer exchange of information between East and West, a freer movement of people between the Soviet Union, East Europe and the West; but, now after four years, we have seen that this is not always the case; there have been frequent violations of that agreement. Would the Minister please comment on her perspective of these violations and whether we as a country must not take a much harder line to gain a greater degree of commitment by the Communist countries to honour the letter of that agreement?

[Traduction]

bien des députés de mon côté de la Chambre qui vont donner tout leur appui à notre Ministre lorsqu'il s'agira d'aide étrangère; je voulais tout simplement le lui souligner.

M. MacLaren: Il n'y a pas de caméras de télévision ici, je puis donc . . .

M. Reimer: J'aimerais poser trois questions. Tout d'abord . . .

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Reimer: Dans sa déclaration liminaire lors de notre première séance, le Ministre a fait état de son très vif désir de voir s'accroître les discussions au sujet de la question de la politique étrangère au Parlement ainsi que dans l'ensemble du pays.

Au cours des années quarante et cinquante, le débat entourant la politique étrangère du Canada a attiré et intéressé beaucoup de nos jeunes qui se trouvaient alors à l'université; notre politique étrangère faisait l'objet d'articles dans les journaux et intéressait la société en général. Je crois que notre politique étrangère, à l'époque, comblait un besoin très réel en ce qu'il proposait un défi à l'idéalisme de nos jeunes et obligeait la population canadienne en général à augmenter sa connaissance des affaires internationales.

Donc, le Ministre pourrait-elle nous dire pourquoi, à son avis, notre pays a perdu tout intérêt dans les affaires extérieures depuis les vingt dernières années. Je crois personnellement qu'il s'agit d'une perte sérieuse pour toute une génération de notre peuple. Deuxièmement, comment le Ministre se propose-t-elle de donner plus d'importance à la question de notre politique étrangère?

Ma deuxième question porte sur l'attitude de l'Union soviétique qui prétend que les personnes qui ont quitté l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est, mais qui y sont nées, sont toujours citoyennes de l'Union soviétique et de ces pays de l'Europe de l'Est. Donc, ces gens qui ont quitté l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est sont toujours, pour l'Union soviétique, des citoyens de ce pays; cela comprend même les enfants nés ici, au Canada, même s'ils sont maintenant citoyens canadiens.

Donc, puisque cette attitude de l'Union soviétique inspire la crainte chez certains citoyens canadiens qui viennent de ces pays, le Ministre pourrait-elle apaiser ces craintes et affirmer que ces gens n'ont rien à craindre, qu'ils peuvent voyager, disons, en Union soviétique ou dans les pays de l'Europe de l'Est.

Ma dernière question porte sur l'Accord final d'Helsinki de 1975. J'ai toujours cru que cet accord devait améliorer les choses; en d'autres termes, qu'il devait servir à encourager le dialogue et un échange d'information plus libre entre l'Est et l'Ouest, à encourager la libre circulation des gens entre l'Union soviétique, l'Europe de l'Est et de l'Ouest; cependant, quatre ans plus tard nous nous rendons compte que tel n'est pas toujours le cas, l'accord a fréquemment été violé. Le Ministre pourrait-elle nous dire ce qu'elle pense de ces violations et si notre pays ne devrait peut-être pas adopter une attitude plus ferme et inciter ainsi les pays communistes à respecter la lettre de cet accord?